

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales de ce mardi 25 octobre 2022

SOMMAIRE

- Kinshasa : un sommet de la CEEAC sur la crise au Tchad s'ouvre ce mardi
- Félix Tshisekedi se dit « poignardé » par Kagame après trois années des « excellentes relations »
- Makutano 8 : Nicole Sulu recommande la collaboration entre les secteurs public et privé pour favoriser le développement des territoires congolais
- Makutano Talk: « Il n'est pas normal que les populations congolaises consomment 85% de produits qu'elles ne produisent pas » (Vital Kamerhe)
- Antonio Guterres : « Aujourd'hui, notre organisation est mise à l'épreuve comme jamais auparavant »
- L'eau potable n'est pas un luxe, mais un droit humain, selon l'ONU
- RDC : installation du comité scientifique d'élaboration de la politique nationale de justice transitionnelle
- Mbandaka : le CNDH rappelle aux acteurs judiciaires que le droit congolais fait de la détention préventive une exception
- Journée internationale de la jeune fille : Le programme AfterBac sensibilise la gent féminine aux avantages du numérique
- Agression dans l'Est : Kigali condamne « une nouvelle provocation » des forces armées de la RDC

1. DROITS HUMAINS

L'eau potable n'est pas un luxe, mais un droit humain, selon l'ONU

Les investissements dans l'accès à l'eau potable devraient être multipliés par quatre pour réaliser cet objectif de développement durable en 2030, assure un nouveau rapport de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), de l'UNICEF et de la Banque mondiale publié **lundi**. Malgré des progrès spectaculaires en vingt ans, un quart de la population mondiale est toujours privé d'eau potable, alors que le changement climatique et l'explosion urbaine menacent de plus en plus l'accès à cette ressource vitale. La règle se confirme depuis des siècles : les efforts

pour améliorer l'approvisionnement des populations en eau potable se soldent par des progrès pour la santé publique et une baisse énorme de la mortalité infantile. Et les 2 milliards de personnes qui ont gagné l'accès à ce service vital depuis vingt ans ne font pas exception.

Retour sur investissement trois à six fois supérieur aux coûts

Pour tous ceux qui n'ont plus à marcher des heures chaque jour pour rapporter une eau souvent impropre à la consommation, le retour sur investissement, en matière de santé et de productivité est trois fois supérieur aux dépenses dans les zones urbaines et six fois plus grand dans les régions rurales, affirme le nouveau rapport. Pourtant, cette avancée si positive reste fragile, inégale et inéquitable. Deux autres milliards de personnes, soit un quart de la population mondiale, sont toujours privés d'eau potable, avec des conséquences encore tragiques. Chaque année, un million et demi de personnes, surtout des nourrissons et des enfants, meurent des suites de maladies évitables causées par une eau insalubre. Les progrès n'ont pas réduit l'incertitude. « L'accès à l'eau a sauvé des vies, en premier lieu celles d'enfants, mais le changement climatique érode ces avancées », rappelle Maria Neira, Directrice du département de l'environnement, du changement climatique et de la santé de l'OMS. La fréquence des sécheresses et des inondations exacerbe l'insécurité hydrique, perturbent les approvisionnements et dévastent des communautés.

RDC : installation du comité scientifique d'élaboration de la politique nationale de justice transitionnelle

Le ministre des Droits humains, Fabrice Puela a installé, lundi 24 octobre à Kinshasa, un comité scientifique d'élaboration de la politique nationale de justice transitionnelle. Avec l'appui du BCNUDH, cette structure devra, au bout de deux mois, doter le gouvernement congolais d'une feuille de route de justice transitionnelle. Le président de ce comité scientifique, Luzolo Bambi Lessa, a expliqué les différentes missions de cette organisation : « Il s'agit d'élaborer une stratégie nationale de justice transitionnelle pour la RDC. C'est-à-dire, conceptualiser les termes de référence de notre justice, élaborer une feuille de route à mettre à la disposition du gouvernement pour que la justice transitionnelle devienne une réalité concrète dans notre pays. Au maximum deux mois, les experts vont se réunir pour élaborer ce document de référence » a indiqué le professeur Luzolo Bambi. Dans la plupart des cas, les victimes des crimes demeurent sans réparation quand l'Etat congolais y est condamné par un tribunal. Pour sa part, madame le directeur de cabinet adjoint du Chef de l'Etat, Nicole Bwatsha, a rassuré de la détermination l'Etat congolais à indemniser les victimes.

Mbandaka : le CNDH rappelle aux acteurs judiciaires que le droit congolais fait de la détention préventive une exception

Des acteurs du secteur de la justice et de la sécurité ont été éduqués, samedi 22 octobre à Mbandaka (Equateur) sur les droits des détenus, au cours d'un atelier organisé par l'ONG RCN justice et démocratie. Tous ont reconnu que le droit congolais fait de la détention préventive une exception et de la liberté un droit constitutionnellement protégé.

Selon le coordonnateur provincial de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH)/Equateur, Romain Lindomba, il y a bon nombre des cas de détention préventive en violation de la loi dans la prison centrale de Mbandaka. Cet atelier de deux jours a été organisé par l'ONG RCN Justice et démocratie, dans le contexte du programme PARJ2 qu'elle exécute en appui à la justice congolaise.

2. DROITS DES FEMMES

Makutano 8 : Nicole Sulu recommande la collaboration entre les secteurs public et privé pour favoriser le développement des territoires congolais

Le réseau d'affaires Makutano a débuté la huitième édition de son forum annuel ce lundi 24 octobre à Kinshasa à l'hôtel Pullman de Kinshasa. Le thème retenu pour cette année est : "Infiniment territoires, 145 raisons de parier sur la RDC."

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a été représenté par le Premier Ministre, Jean-Michel Sama Lukonde et plusieurs membres du Gouvernement. Depuis huit ans, Makutano propose au secteur privé du continent d'oeuvrer à la ré-appropriation de leurs économies nationales respectives par les Africains. Pendant deux jours, les participants vont réfléchir sur un modèle de développement des territoires de la RDC. « En RDC, les maillons forts ne manquent pas. Et de nombreuses initiatives ça et là, du secteur privé et de l'État favorisent la marche en avant du pays. Je pense aux initiatives magnifiques qui sont menées sur l'ensemble du territoire national de la République Démocratique du Congo (RDC) par le secteur privé pour valoriser nos terres, pour industrialiser, pour soigner nos jeunes et nos femmes, pour former mais aussi pour construire nos routes. (...) Je pense aussi à la lutte contre la corruption menée avec, plus en plus de fermeté par les autorités et aux différentes réformes entreprises entre autres par l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI) et par le ministère des Finances pour améliorer le climat des affaires», a-t-elle déclaré.

Journée internationale de la jeune fille : Le programme AfterBac sensibilise la gent féminine aux avantages du numérique

En postlude de la journée internationale de la jeune fille célébrée le 11 octobre de chaque année, le programme « After Bac » a organisé samedi 22 octobre dernier à l'Université protestante au Congo (UPC), une activité de sensibilisation au numérique à l'intention de la classe juvénile. Placée autour du thème « Accès et sécurité dans le numérique pour la jeune fille du 21e siècle », cette journée a été également celle de la clôture d'une série d'activités menées par « AfterBac » pour sensibiliser les jeunes filles, principalement de la ville de Kinshasa autour des enjeux de l'heure.

Les objectifs poursuivis ont été entre autres de :

- Sensibiliser la jeune fille sur les opportunités et les risques du numérique afin de lui permettre de lutter contre les stéréotypes sexistes véhiculés notamment sur les réseaux sociaux ainsi que dans son environnement familial, scolaire, étudiant et professionnel ;
- Renforcer l'employabilité de la jeune fille au travers du numérique comme axe stratégique ;
- Créer les discussions sur l'accès et la sécurité dans le domaine du numérique afin d'emmener les principaux acteurs à appuyer des programmes et activités y relatives.

3. SITUATION POLITIQUE

Kinshasa : un sommet de la CEEAC sur la crise au Tchad s'ouvre ce mardi

La 2eme session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) se tient mardi 25 octobre à Kinshasa. Des représentants des onze pays membres de la CEEAC ainsi que président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, y sont attendus. Initiée par Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, président en exercice de la CEEAC, cette session est consacrée exclusivement au processus de transition politique en République du Tchad, dans le cadre du conseil de paix et sécurité de l'Afrique centrale (COPAX). Elle devrait aboutir à la désignation d'un médiateur de la CEEAC en vue d'accompagner le processus politique du Tchad, selon une source proche de l'organisation, cité par une dépêche de la présidence congolaise.

Félix Tshisekedi se dit « poignardé » par Kagame après trois années des « excellentes relations »

Sur fond des tensions diplomatiques et sécuritaires en entre la République démocratique du Congo et son belliqueux voisin le Rwanda, le président congolais Félix Tshisekedi a accusé, de nouveau, Kigali de ne pas jouer un franc jeu. Félix Tshisekedi qui reconnaît avoir entretenu, trois ans durant, des « excellentes relations » avec le président rwandais, confie être « poignardé » à cause du soutien de Kigali à la rébellion du M23. Félix Tshisekedi qui répondait à une interview au Royaume-Uni, dans reconnaît que ses liens avec Kagame avaient « marché pendant trois ans. Les relations étaient excellentes. « Nous avons dû revoir tout cela, arrêter tout cela, parce que nous avons eu l'impression d'avoir été poignardé dans le dos », a déclaré le président Tshisekedi qui juge « inacceptable » le comportement du Rwanda. Félix Tshisekedi rappelle son initiative, dès son arrivée au pouvoir, d'entretenir des bonnes relations avec les 9 pays voisins de la RDC, en développant des projets communs.

Antonio Guterres : « Aujourd'hui, notre organisation est mise à l'épreuve comme jamais auparavant »

Le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres a déclaré ce lundi 24 octobre, « aujourd'hui, notre organisation est mise à l'épreuve comme jamais auparavant. Mais c'est précisément pour des telles circonstances qu'elle a été créée ». En effet, ce jour, le monde célèbre la journée des Nations unies. Cette journée offre à la communauté mondiale l'occasion de réaffirmer les idéaux énoncés dans la Charte des Nations unies. Selon le Secrétaire général de l'ONU qui a adressé un message pour la circonstance, « l'Organisation des Nations unies est née d'un espoir ». L'espoir, mais aussi la volonté, après la seconde Guerre mondiale, de passer d'un conflit mondial à la coopération mondiale, poursuit le message d'Antonio Guterres. Et de poursuivre : « Plus que jamais, nous devons faire vivre les valeurs et les principes de la Charte des Nations unies dans le monde. Et en donnant une chance à la paix et en mettant fin aux conflits qui mettent en péril des vies, hasardant l'avenir et compromettent le progrès mondial ».

RDC : « Il n'est pas normal que les populations congolaises consomment 85% de produits qu'elles ne produisent pas » (Vital Kamerhe)

Le Président national de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe, intervenant ce lundi 24 octobre à la 8ème édition du réseau d'affaires Makutano, encourage la « politique de substitution ». Pour lui, il n'est pas normal que les populations congolaises consomment 85% de produits qu'elles ne produisent pas. « ... Chaque province de la RDC est tiraillée vers les voisins. Le Katanga s'approvisionne en Zambie, le Kivu au Rwanda et en Ouganda. Au même moment où nous consommons les riz de la Chine et du Thaïlande, il y a les riz qui pourrissent en Shabunda, à Bumba et au Maniema », a-t-il fait remarquer. Pour changer la tendance, il suggère qu'on puisse identifier les produits de grandes consommations par les populations pour sortir de la dépendance aux importations de biens transformés en les produisant à l'intérieur de pays.

4. SECURITE

Agression dans l'Est : Kigali condamne « une nouvelle provocation » des forces armées de la RDC

Alors que les combats s'intensifient, pour l'unième fois, entre dans les forces armées congolaises (FARDC) et les terroristes du M23, dans le territoire de Rutshuru, au Nord-Kivu, depuis jeudi 20 octobre 2021, les relations déjà froides entre Kigali et Kinshasa font encore jaser. Dans un entretien accordé à la BBC, Félix Tshisekedi a accusé, de nouveau, le Rwanda d'avoir « poignardé » la République démocratique du Congo après trois années « d'excellentes relations » stoppées à cause du soutien de Kigali à la rébellion congolaise du M23. « Cela avait bien marché pendant trois ans.

Les relations étaient excellentes. Nous avons dû revoir tout cela, arrêter tout cela, parce que nous avons eu l'impression d'avoir été poignardé dans le dos », a déclaré le président Tshisekedi. « C'est inacceptable », a tranché le Chef de l'Etat congolais. Dans son communiqué publié lundi, le gouvernement Rwandais s'inscrit en faux contre ces affirmations du président de la RDC, faisant, tout de même, montre que la RDC se concentre sur une solution diplomatique à l'insécurité dans l'Est de la RDC.

Équipe de la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter Pour nous contacter directement
infomdhcongo@cartercenter.org
<https://vlfcongo.org/> www.cartercenter.org
(+243) 81 709 83 29 372, Av. Colonel Mondjiba, Concession Immotex Bâtiment 9B C/ Ngaliema, Kinshasa
République Démocratique du Congo